



RADOSLAW SIKORSKI

Ministre polonais des Affaires étrangères

Je voudrais dire à quel point je suis heureux d'être ici, en aussi excellente compagnie. Monsieur le Ministre Védrine a joué un rôle essentiel pour amener la Pologne dans l'Union européenne et le point de vue du Professeur Kaiser, actuellement extérieur à l'Europe, en termes d'espace, est très important. Personnellement, je me sentais européen aussi bien que polonais lorsque je vivais à Washington et c'est un point de vue extérieur qui aide.

Le commissaire Almunia gère actuellement des procédures qui concerne les entreprises polonaises mais je voudrais lui dire à quel point nous le considérons comme un héros pour avoir finalement prouvé que la Commission Européenne était capable de contrôler les règles du marché libre en ce qui concerne non pas uniquement Microsoft mais également Gazprom. Ce qu'il va probablement faire est une révolution au niveau du prix du gaz en Europe. Lorsque nous avons soulevé ces questions de sécurité énergétique, il y a cinq ou sept ans, nous avons été accueillis avec scepticisme. Aujourd'hui, nous avons d'une part le Commissaire Oettinger qui aide à construire les interconnexions physiques avec l'Europe et d'autre part, le défi légal vis-à-vis de certaines pratiques commerciales incorrectes et tout ceci a déjà pour effet de faire baisser le prix du gaz en Europe. Cette combinaison est en mesure de nous aider à réindustrialiser et comme chacun le sait, le faible prix du gaz aux Etats-Unis aident les Etats-Unis à sortir de la dépression. Je voudrais par conséquent faire savoir au commissaire Almunia qu'il a des admirateurs et du soutien en Europe.

En ce qui concerne la Pologne et l'euro, vous avez raison, nous avons déclaré que nous voulions nous y joindre. Cependant, il y a plus que cela. Dans notre traité d'admission, nous sommes en fait légalement obligés de rejoindre la zone euro et je vais vous en dire un peu plus. Nous sommes en fait membres de l'Union Monétaire Européenne. Nous ne sommes pas encore un membre de la troisième étape, ce qui veut dire que nous n'avons pas encore émis de pièces ni de billets. Le calendrier et le taux de change sont les deux choses qui restent.

Cependant, je pense que dans une discussion il est utile d'être franc et je dois donc vous dire que nous sommes – comment puis-je m'exprimer diplomatiquement... – fâchés que la zone euro ait été aussi mal gérée au cours de ces dernières années. Il y a cinq ans, nous avions 80 % de consensus en Pologne pour rejoindre la zone euro. En d'autres termes, nous aurions pu la rejoindre sans payer un prix politique. Nous n'avons plus maintenant que 30 % de support, ce qui veut dire qu'en tant que politiciens, nous allons devoir dépenser un capital politique important sur des actions dont le résultat est incertain pour ce qui est de notre avantage. Marek Belka, Président de la Banque Nationale de Pologne et ancien premier Ministre est ici et il a beaucoup plus d'informations que moi quant aux conditions que nous estimons nécessaires de la part de la zone euro pour nous convaincre de nous y joindre en toute sécurité. En tant que politicien, j'ai déjà soumis au Parlement polonais l'argument selon lequel, pour des raisons politiques, il est utile de rejoindre la zone euro, parce que nous voulons être au cœur de l'Europe et parmi les décideurs. Je pense que nous nous dirigeons vers des systèmes où la zone euro se situera au croisement de tous les cercles d'intégration, zone euro, Espace Schengen et ensuite peut-être une union de la défense.

J'aimerais dire quelque chose à ce sujet. En tant qu'ancien ministre de la Défense, j'y ai beaucoup réfléchi. Pendant notre présidence de l'Union européenne, nous avons fait de notre mieux pour faire progresser l'agenda de la défense. Nous avons fait une proposition en cinq points et nous avons eu quelques succès mineurs pour l'activation du Centre des Opérations Européennes. Cependant, nous avons échoué à aller plus loin et à créer un siège commun et tout simplement à aller plus loin de façon générale. La raison – et je ne les blâme pas pour cela – tient au fait qu'il existe, et nous le savons, des considérations nationales importantes pour lesquelles le Royaume-Uni n'est tout simplement pas en mesure de se joindre à cette intégration plus étroite.

Cependant, si la zone euro nous montre à quel point il est dangereux de violer les traités, alors nous devons faire très attention à celui-ci. En fait, le Traité de Lisbonne stipule la création d'une union de la défense et en précise le calendrier et de ce point de vue, nous sommes déjà en violation de ce traité. Nous devrions déjà avoir lancé une coopération permanente et structurée dans le domaine de la défense et nous ne l'avons pas fait. Lorsque vous violez



les traités, vous obtenez des conséquences négatives. Je suis totalement d'accord avec le Professeur Kaiser sur le fait que nous ne pouvons pas toujours compter sur les Etats-Unis. Les Etats-Unis seront engagés en Asie et devront probablement réduire la défense et il pourrait y avoir des crises au voisinage de l'Europe nécessitant notre intervention. Si à nouveau nous n'avons pas les instruments institutionnels pour agir, comme c'était le cas lorsque la crise de la zone euro a frappé, nous allons avoir des problèmes.

Dix ministres des Affaires étrangères européens ont proposé une vision de la progression de l'intégration. Chacun peut examiner ces documents et je ne vais donc pas m'étendre sur ce sujet. Toutefois, permettez-moi de revenir sur quelques points qui y sont mentionnés et de conclure là-dessus. L'un des points concernait les frontières et leur pertinence. Je pense que tout ceci peut fonctionner. Nous sommes en mesure de préserver, de façon sécurisée, nos libertés de Schengen, si nous renforçons la frontière extérieure plus efficacement que cela n'a été le cas jusqu'à présent. Je ne pense pas que ce point soit compris dans certains Etats membres à savoir qu'il existe une différence entre les citoyens des autres Etats membres qui se déplacent dans l'Union Européenne, ce qui n'est pas en fait de l'immigration. Ils viennent simplement chercher des opportunités. Par exemple, nous avons les Polonais – et c'est en fait un des arguments en faveur de l'euro. Si vous vous en rappelez, l'argument contre l'euro était le manque de mobilité professionnelle et géographique, mais il existe en fait une mobilité professionnelle et géographique. Les Polonais vont en Grande-Bretagne et en Allemagne dans une certaine mesure actuellement et beaucoup d'entre eux reviennent en Pologne. Il n'y a donc pas de migration. La véritable migration se situe à l'extérieur de l'Union européenne. Le siège de l'agence Frontex, l'agence européenne pour la sécurité et les frontières extérieures, est situé en Pologne et la Pologne possède l'une des frontières extérieures les plus étendues de l'Union européenne. Nous devrions contrôler plus efficacement nos frontières extérieures et avoir des patrouilles composées d'officiers de la police des frontières issus de tous les Etats membres de façon à créer un sentiment de responsabilité partagée et de contrôle mutuel.

Laissez-moi conclure en citant le Premier ministre italien, M. Monti. Selon lui, moins nous parlerons de fédéralisme et plus nous aurons de chances de le voir se concrétiser. Tout d'abord, je pense que le mot « fédéralisme » devrait être évité. Il est mal compris dans certains pays et certaines personnes, à tort ou à raison, l'associent à l'idée d'un transfert de souveraineté irrévocable vers la capitale fédérale, or pratiquement personne n'est prêt pour cette situation. Je préfère parler d'une union politique.

En un sens, M. Monti a tort parce que nos politiques sont nationales et parce que ce qui a fonctionné jusqu'à présent, a fonctionné parce que le public dans la plupart des pays était largement pro-européen. Vous pouviez donc en faire un argument national dans votre propre pays, puis faire ensuite des négociations pragmatiques à Bruxelles. Je pense que nous avons perdu l'efficacité de ce modèle car nous avons moins de support de la part du public. En tant que politiciens en Europe, nous devons maintenant commencer à plaider pour l'Europe. Si nous ne le faisons pas, le support va s'amenuiser encore davantage et nous finirons avec un continent renationalisé où tout le monde perdra.